

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 535

9 FEVRIER 1993. — Arrêté royal fixant la date de l'entrée en vigueur du titre IV des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 81;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment le titre IV et l'article 140;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le titre IV « Services de l'Etat à gestion séparée » des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, produit ses effets le 1er janvier 1993.

**Art. 2.** Notre Ministre des Finances et Notre Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,  
Mme OFFECIERS-VAN DE WIELE

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 535

9 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van titel IV van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 81;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op titel IV en artikel 140;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Titel IV « Staatsdiensten met afzonderlijk beheer » van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

**Art. 2.** Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,  
Mevr. OFFECIERS-VAN DE WIELE

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 93 — 536

15 FEVRIER 1993. — Arrêté royal portant création du Conseil de l'égalité des chances

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Il est créé auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail, un Conseil appelé « Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes ».

**Art. 2. § 1er.** Le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes a pour mission de contribuer efficacement à l'élimination de toute discrimination directe ou indirecte vis-à-vis des hommes et des femmes et à la réalisation de l'égalité effective entre hommes et femmes.

§ 2. Dans l'accomplissement de sa mission, le Conseil peut rédiger des rapports, faire des recherches, proposer des mesures légales ou réglementaires, prévoir et distribuer des renseignements et de l'information.

§ 3. Le Conseil travaille de sa propre initiative ou à la demande du Ministre chargé de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes ou à la demande d'autres Ministres.

Sa mission consiste également à rédiger des rapports pour le Conseil national du Travail, s'il le demande.

§ 4. Le Conseil peut rassembler toutes les informations nécessaires et faire appel à des experts non-membres.

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 93 — 536

15 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit houdende oprichting van een Raad van de gelijke kansen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid wordt een Raad opgericht die « Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen » wordt genoemd.

**Art. 2. § 1.** De Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen heeft als taak doeltreffend bij te dragen om alle directe en indirecte discriminaties ten aanzien van mannen en vrouwen weg te werken en om de feitelijke gelijkheid tussen mannen en vrouwen te realiseren.

§ 2. Ter vervulling van deze taak kan de Raad rapporten opstellen, onderzoeken verrichten, wettelijke of verordeningmaatregelen voorstellen, voorlichting en informatie verschaffen en verspreiden.

§ 3. De Raad werkt op eigen initiatief of op verzoek van de Minister belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen of op verzoek van andere Ministers.

Zijn taak bestaat er eveneens in rapporten op te stellen voor de Nationale Arbeidsraad als deze haar dat vraagt.

§ 4. De Raad kan alle nodige inlichtingen inwinnen en een beroep doen op deskundigen die niet tot haar leden behoren.

**Art. 3. Le Conseil est composé :**

1<sup>o</sup> d'un(e) président(e), choisi(e) en raison de sa compétence dans les domaines ressortissant aux attributions du Conseil, et de deux vice-président(e)s, de sexe différent, choisi(e)s parmi les membres du Conseil;

2<sup>o</sup> de seize membres effectifs et de seize membres suppléants, dont :

a) cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés parmi les candidats présentés sur des listes doubles par les organisations représentatives de travailleurs;

b) cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés parmi les candidats présentés sur des listes doubles par les organisations représentatives des employeurs;

c) trois membres effectifs et trois membres suppléants respectivement désignés parmi les candidats présentés sur des listes doubles par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Ministre chargé de l'égalité des chances entre hommes et femmes;

d) trois membres effectifs et trois membres suppléants désignés parmi les candidats présentés sur des listes doubles par les syndicats qui sont reconnus dans le cadre de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

A défaut d'avoir transmis les listes doubles, mentionnées dans 2<sup>o</sup>, a, b et d, de cet article, au Ministre dans le mois qui suit l'invitation qu'il a adressée à ces organisations, ces membres pourront être désignés sur base de leurs compétences et de leur expérience;

3<sup>o</sup> de trente et un membres effectifs et trente et un membres suppléants choisis en raison de leur compétence et de leur connaissance dans le domaine de la problématique de l'égalité des chances, en tenant compte de l'équilibre entre l'opinion idéologique et sociale des personnes qui seront désignées et qui seront présentées sur des listes doubles dont :

a) dix-sept membres effectifs et dix-sept membres suppléants présentés par les organisations de femmes qui traitent tous les problèmes relatifs à la politique de l'égalité des chances;

b) six membres effectifs et six membres suppléants présentés par les organismes consultatifs compétents dans le domaine de la politique culturelle et des jeunes;

c) deux membres effectifs et deux membres suppléants présentés par les organisations familiales;

d) quatre membres effectifs et quatre membres suppléants présentés par et répartis entre les partis politiques qui forment le gouvernement. Les membres désignés ne peuvent pas exercer un mandat parlementaire;

e) deux membres effectifs et deux membres suppléants présentés par les points d'appui « women's studies » établis dans le cadre du programme « recherche en sciences sociales » des services de programmation de la politique scientifique.

**Art. 4. Les travaux du Conseil sont dirigés par le (la) président(e). Celui-ci (celle-ci) est assisté(e) par un bureau composé, outre le (la) président(e) et les vice-président(e)s, de dix membres du Conseil élus en son sein, quatre parmi les membres proposés par ceux mentionnés dans l'article 3, 2<sup>o</sup>, a et b et six parmi les membres proposés par ceux mentionnés dans l'article 3, 3<sup>o</sup>.**

Un(e) des vice-président(e)s remplace le (la) président(e) en cas d'absence ou d'empêchement.

L'ordre du jour du Conseil est fixé par le bureau.

**Art. 5. § 1er. Le Conseil peut constituer en son sein, sous la présidence d'un membre du bureau, des commissions pour certains sujets ou certains domaines.**

§ 2. Le Conseil comprend en outre une commission permanente se composant :

a) d'une section traitant les problèmes généraux d'ordre social intéressant les employeurs et les travailleurs du secteur privé et composée des membres mentionnés à l'article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, a et b;

b) d'une section traitant les problèmes généraux d'ordre social intéressant le gouvernement et les travailleurs occupés dans le secteur public et composée des membres mentionnés à l'article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, c et d.

**Art. 6. § 1er. Tous les membres ont voix délibérative.**

§ 2. Le Conseil ne délibère valablement que si au moins la moitié des membres effectifs ou suppléants visés à l'article 3, 2<sup>o</sup> et la moitié des membres visés à l'article 3, 3<sup>o</sup>, sont présents.

**Art. 3. De Raad is samengesteld uit :**

1<sup>o</sup> een voorzitter(ster) gekozen om zijn (haar) deskundigheid inzake de problemen die onder de bevoegdheid van de Raad ressorteren, en twee ondervoorzitters(sters), behorend tot een verschillend geslacht, verkozen onder de leden van de Raad;

2<sup>o</sup> zestien effectieve leden en zestien plaatsvervangende leden van wie er :

a) vijf effectieve leden en vijf plaatsvervangende leden aangewezen worden onder de kandidaturen die door de representatieve werknemersorganisaties in dubbeltaal worden voorgedragen;

b) vijf effectieve leden en vijf plaatsvervangende leden aangewezen worden onder de kandidaturen die door de representatieve werkgeversorganisaties in dubbeltaal worden voorgedragen;

c) drie effectieve leden en drie plaatsvervangende leden die respectievelijk aangewezen worden onder de kandidaturen in dubbeltaal voorgedragen door de Minister die Ambtenaren onder zijn bevoegdheid heeft, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en door de Minister belast met het beleid van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen;

d) drie effectieve leden en drie plaatsvervangende leden aangewezen worden onder de kandidaturen die door de vakbonden, erkend in het kader van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, in dubbeltaal worden voorgedragen.

Indien de lijsten in dubbeltaal, vermeld in 2<sup>o</sup>, a, b en d, van dit artikel niet binnen de maand na het verzoek dat de Minister aan deze organisaties heeft gericht, worden meegedeeld dan kunnen deze leden worden aangewezen op basis van hun deskundigheid en hun ervaring;

3<sup>o</sup> eenendertig effectieve leden en eenendertig plaatsvervangende leden gekozen om hun deskundigheid of hun onderlegdheid inzake de gelijke kansenproblematiek met inachtneming van een evenwicht tussen de ideologische en sociale strekking van de personen die zullen aangewezen worden en in dubbeltaal als volgt voorgedragen :

a) zeventien effectieve leden en zeventien plaatsvervangende leden voorgedragen door de vrouwenorganisaties die het geheel van de problemen met betrekking tot het gelijke-kansenbeleid behandelen;

b) zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden voorgedragen door de adviesorganen bevoegd inzake het cultuur- en jeugd-beleid;

c) twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden voorgedragen door de gezinsorganisaties;

d) vier effectieve leden en vier plaatsvervangende leden voorgedragen door en verdeeld over de politieke partijen waaruit de regering is samengesteld. De aangeduide leden mogen geen parlementair mandaat uitoefenen;

e) twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden voorgedragen door de steunpunten « women's studies » opgericht in het kader van het programma « maatschappelijk onderzoek » van de diensten voor de programmatie van het wetenschapsbeleid.

**Art. 4. De werkzaamheden van de Raad worden geleid door de voorzitter(ster). Deze wordt bijgestaan door een bureau dat naast de voorzitter(ster) en de ondervoorzitter(ster), tien leden van de Raad omvat die in haar midden verkozen worden, vier onder de leden voorgedragen door deze vermeld in artikel 3, 2<sup>o</sup>, a en b en zes onder de leden voorgedragen door deze vermeld in artikel 3, 3<sup>o</sup>.**

Een van de ondervoorzitters(sters) vervangt de voorzitter(ster) als deze afwezig of verhinderd is.

De agenda van de Raad wordt door het bureau vastgesteld.

**Art. 5. § 1. Binnen de Raad kunnen commissies worden ingesteld voor bepaalde onderwerpen of bepaalde gebieden die worden voorgedragen door een lid van het bureau.**

§ 2. De Raad omvat daarenboven een vaste commissie bestaande uit :

a) één afdeling voor de algemene vraagstukken van sociale aard die de werkgevers en de werknemers uit de private sector aanbelangen en met als leden deze vermeld onder artikel 3, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, a en b;

b) één afdeling voor de algemene vraagstukken van sociale aard die de overheid en de werknemers tewerkgesteld in de publieke sector aanbelangen en met als leden deze vermeld onder artikel 3, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, c en d.

**Art. 6. § 1. Alle leden zijn stemgerechtigd.**

§ 2. Om geldig te stemmen moet er in de Raad ten minste de helft van de gewone of plaatsvervangende leden vermeld in artikel 3, 2<sup>o</sup> en de helft van de gewone of plaatsvervangende leden vermeld in artikel 3, 3<sup>o</sup>, aanwezig zijn.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le Conseil est convoqué à nouveau dans les quinze jours avec le même ordre du jour et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

En cas de nouvelle convocation, il faut mentionner qu'il s'agit d'une seconde convocation et reprendre textuellement les dispositions des alinéas 1er et deux du présent article.

§ 3. Les décisions du Conseil sont adoptées à la majorité absolue des voix exprimées. Lorsqu'il s'agit de problèmes généraux visés à l'article 5, § 2, les décisions font expressément mention du point de vue des membres visés à l'article 3, 2°.

Art. 7. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Conseil assume toute la compétence consultative attribuée à la Commission du travail des femmes, par les lois et arrêtés.

Dans ce cas, les avis seront préparés et émis par la commission permanente, visée à l'article 5, § 2.

Le Conseil en assemblée plénière ne peut que compléter les avis de la commission permanente et seulement avec l'accord des membres de la commission permanente.

Art. 8. Le ou la président(e), les vice-présidents et les membres sont nommés par Nous. Ils sont nommés pour une période renouvelable de quatre ans.

Art. 9. Le secrétariat du Conseil est assuré par des fonctionnaires et agents du Ministère de l'Emploi et du Travail, Service de l'Égalité des Chances.

Il est chargé de la préparation des travaux du Conseil et de l'exécution de ses décisions.

Art. 10. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 11. Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 2 décembre 1974, modifié par arrêtés royaux du 6 juin 1975, 2 février 1976, 5 janvier 1978, 5 juin 1981 et 10 janvier 1990 portant la création de la Commission du Travail des Femmes.

2° L'arrêté royal du 31 octobre 1986 portant la création du Conseil de l'Émancipation.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 février 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail  
chargé de la politique de l'égalité des chances,  
Mme M. SMET.

Wanneer dit aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, wordt de Raad binnen de vijftien dagen opnieuw bijeengeroepen met dezelfde agenda en beraadslaagt zij dan geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Bij een nieuwe bijeenroeping moet vermeld worden dat de bijeenroeping voor de tweede maal geschiedt en dient de tekst van het eerste en tweede lid van onderhavig artikel woordelijk herhaald te worden.

§ 3. De beslissingen van de Raad worden genomen met volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Wanneer de algemene vraagstukken van artikel 5, § 2, worden bedoeld, maken de beslissingen uitdrukkelijk melding van het standpunt van de leden vermeld in artikel 3, 2°.

Art. 7. De Raad neemt vanaf de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit de gehele adviesbevoegdheid over van de Commissie Vrouwenarbeid zoals die haar door wetten en besluiten was toegekend.

In dat geval worden de adviezen voorbereid en uitgebracht door de vaste commissie ingesteld door artikel 5, § 2.

De adviezen van de vaste commissie kunnen in de plenaire zitting van de Raad enkel nog worden aangevuld en dit mits akkoord van de leden van de vaste commissie.

Art. 8. De voorzitter(ster), de ondervoorzitters(sters) en de leden worden door Ons benoemd. Zij worden benoemd voor een periode van vier jaar en zijn herbenoembaar.

Art. 9. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door ambtenaren en beampten van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Gelijke Kansen.

Het is belast met de voorbereiding van de werkzaamheden van de Raad en met de tenuitvoerlegging van zijn beslissingen.

Art. 10. De Raad stelt haar reglement van inwendige orde op.

Art. 11. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 2 december 1974, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 6 juni 1975, 2 februari 1976, 5 januari 1978, 5 juni 1981 en 10 januari 1990 houdende oprichting van de Commissie Vrouwenarbeid.

2° Het koninklijk besluit van 31 oktober 1986 houdende oprichting van de Emancipatieraad.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekend gemaakt.

Art. 13. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid  
belast met het Gelijke Kansenbeleid,  
Mevr. M. SMET

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 537

12 FEVRIER 1993. — Arrêté royal  
portant exécution de l'article 114 de la loi-programme  
du 30 décembre 1988 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 114  
modifié par la loi du 30 décembre 1992;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 25 avril 1963, *Moniteur belge* du 25 juillet 1963.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 30 décembre 1992, *Moniteur belge* du 9 janvier 1993.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 537

12 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit  
tot uitvoering van artikel 114  
van de programmawet van 30 december 1988 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheit  
op artikel 114, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 25 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989

Wet van 30 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1993